

**LE MALAISE DANS L'ADMINISTRATION DE LA ZONE DES TROIS  
FRONTIÈRES : UNE ÉNIGME DE TIN-AKOFF AU SAHEL**

**THE MALAISE IN THE ADMINISTRATION OF THE THREE-BORDER ZONE : AN  
ENIGMA OF TIN-AKOFF IN THE SAHEL**

**Wendgoudi Appolinaire BEYI**

Université de Ouahigouya, Burkina Faso

[beyiwend@gmail.com](mailto:beyiwend@gmail.com)

**Résumé :** Les crises en Afrique de l'Ouest apparaissent avec des marques identitaires. Ces marques expriment plus une question de nécessité de survie dans une dynamique d'interaction complexe et plurielle. Cependant, cette cristallisation semble faire apparaître une absence d'ancrage des ressorts de la citoyenneté performante ou de la résilience tout simplement. Dans la lecture des crises et des conflits, l'administration apparaît distante dans l'implémentation de l'acteur dans son territoire ou système d'action : d'où la méconnaissance d'un système d'action capable d'unir et de renforcer la sédentarité et l'ancrage au territoire d'action. Cette réalité à Tin-Akoff révèle une réalité dans la plupart des communes rurales. Et le modèle de l'Agence comme une forme d'organisation publique se définit comme une solution pérenne à la crise identitaire et à la constitution d'un environnement de résilience performant pour le développement durable.

**Mots-clés :** résilience, crise, administration, commune rurale, agence

**Abstract :** The crises in West Africa appear with identity marks. These brands express more a question of the need for survival in a dynamic of complex and plural interaction. However, this crystallization seems to reveal an absence of anchoring of the springs of successful citizenship or simply resilience. In the interpretation of crises and conflicts, the administration appears distant in the implementation of the actor in his territory or system of action : hence the ignorance of a system of action capable of uniting and strengthening sedentary lifestyle and anchoring in the area of action.

This reality in Tin-Akoff reveals a reality in most rural communities. And the Agency's model as a form of public organization is defined as a lasting solution to the identity crisis and the creation of an efficient resilience environment for sustainable development.

**Keywords :** resilience, crisis, administration, rural municipality, agency

## Introduction

Le problème de territorialité identitaire constitue une banalité depuis les lendemains des indépendances dans les pays francophones d'Afrique avec souvent l'ancrage ethnique, de race, de religion ou simplement de culture. Le conflit au Sahel à l'ancrage historique et au visage identitaire sur le territoire du Burkina apparaît d'un enjeu illustratif de la fonctionnalité d'une crise dans la zone des trois frontières.

Nous pouvons faire le postulat que le concept de « citoyen » demeure un concept présent et performant en démocratie, et absent des processus de développement social et solidaire partagé avec des références et des synergies plus ou moins unanimes ou communes. Le citoyen ne se décrète mais s'assume. Il se constitue autour d'une résilience consolidée par les dispositifs administratif (gouvernance), socioéconomiques et des élans communautaires à transcender les intérêts sectaires pour la survie de processus durablement performant.

La crise « des trois frontières » à l'image de beaucoup de crises en Afrique de l'Ouest est-elle une crise d'administration de zone ou une crise fonctionnelle ? Comment se décline l'identité, la citoyenneté et la participation à la vie publique ? Et sur quels ressorts peut-on construire une résilience dans des communes rurales de type Tin-Akoff ?

C'est dans l'expression symbolique de documentations et significative des acteurs concernant la commune de Tin-Akoff que l'étude puise les références certaines des articulations des crises de léthargie de l'action publique (très symbolique) et de l'engagement citoyen (trop politique). Les segments des crises identitaires transposables en crise de développement durable s'enracinent dans des environnements de promiscuité ou de distance relativement simulable à la dimension de commune. Dans cette réflexion, il apparaît qu'« une Agence publique » peut-être un instrument de construction d'acteur en unité socio-économique en opposition à l'émergence des communautés d'acteurs à l'identité fragilisée ou déstabilisante.

### 1. Qu'est-ce qui pose le problème de résilience avec l'identité et son contexte ?

En Afrique francophone, plusieurs zones d'interactions communautaires connaissent des conflits ou des crises manifestes de « relation » inhérents à la dualité des processus sociaux et de la dynamique sociopolitique et/ou institutionnelle. Nous avons ces constats en Côte d'Ivoire (à l'exemple de la crise de 2002), en République Centrafricaine (au cours de 2013), en République Démocratique du Congo (en 1998), au Rwanda (en 1994), au Mali, Niger et Burkina (avec la crise des frontières violente en 1985 entre le Burkina et le Mali impliquant le Niger sur la question des territoires, et ensuite de 2012 avec la crise intercommunautaire armée lancée au Mali, suivie de la propagation au Burkina et au Niger).

La manifestation des identités apparaît aussi différente en fonction du contexte historique, social, culturel ou sociopolitique. Les conflits et les crises d'identités deviennent des conflits et des crises de contexte d'identité ou d'identification. Ces contextes sont souvent des crises politiques ouvertes qui voient des conflits sociopolitiques et/ou identitaires.

Dans cette étude, nous estimons que la dynamique des identités est construite autour de trois articulations possibles : primo, les crises ou les conflits s'élaborent ou se consolident dans un modèle spécifique de construction identitaire en Afrique francophone ; secundo, les processus de structuration de la « relation » sont liés à un sens ou contresens de ces constructions identitaires publiques ; tertio, il existe des schémas de structuration ou de restructuration des identités commodes à la structure de la « résilience ».

En commençant par cette assertion de Ryckel et Delvigne (2010, p.230) : « raconter semble bien un besoin humain » et « toute compréhension de soi passe par la médiation de signes, de symboles ou de textes », le désir d'expression ici est au premier plan, la fonction du langage ou de la communication et au-delà, c'est l'expression même de la nature identitaire dans une relation. Pour nous, l'absence de permanence de soi (du fait de la mobilité) conduit à une souffrance, donc à la recherche d'une alternative identitaire, de symbole ou de sens accessible et tolérant. Cette douleur mène à la crise identitaire, donc de l'expression d'un soi profond.

L'analyse thématique s'utilise ici en dégagant les récurrences sur les formulations des concepts dans les expressions documentaires ou naturelles d'acteurs : cela a consisté à « procéder systématiquement au repérage, au regroupement et ensuite à l'examen discursif des thèmes abordés dans un corpus » dans la perspective de Paillé et Muchielli (2012, p.232).

De certaines unions de la colonisation à la fracture dans l'expression identitaire, les processus identitaires et l'implantation des pouvoirs politiques, croisent le clivage d'ordre pluriel à tel point que nous pouvons nous poser la question sur les ressorts des conflits et des crises identitaires fondamentalement dans les premiers instants de gouvernance même des indépendances dans la zone des trois frontières. Ce constat vient des fractures identitaires qui se rapportent à des lignes de territoires communautaires (en référence aux communautés transnationales du sahel au lac Tchad ou au soudan). Cependant, d'autres communautés s'intègrent dans la diversité, et mieux, ces communautés transnationales devraient en principe constituer des tampons pour une union forte des nations, une consécration de l'Union Africaine. Nous évoquons ici un effet de « transe » de la transaction des communautés transnationales dans la transition de l'administration coloniale selon des cas illustratifs de conflits et de crises au Mali, au Niger, au Burkina.

*Au Mali*, nous pouvons poser une supputation sur le malaise d'une identité confondante. Aux lendemains des indépendances de ce pays avec Modibo Keita, la rébellion des Touaregs de 1962-1964 s'affiche dans la relation à l'autre sur la base d'un père de l'indépendance qui ne fait pas l'unanimité. La question de l'identité et la question de sa représentation se posent. Les rebondissements se succèdent en 1990-1996 avec le Mouvement Populaire de l'Azawad dirigé par Lyad Ag Ghaly, en 2006 et en 2012 par le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA). Nous observons avec Claudot-Hawad (2014, p.1) une lutte au nom du « peuple de l'Azawad », défini comme un ensemble « pluricommunautaire » formé de « Songhays, Arabes, Peuls et Touareg » entre

l'objectif de libérer « l'Azawad » et celui de libérer « le pays des Touaregs » (après générations).

Il est intéressant d'observer qu'il s'agit d'une défense des identités communautaires d'une façon ou d'une autre. La rébellion des Touaregs de 2007 et de 2008 est vécue au Mali et au Niger, cependant avec des communautés transfrontalières. L'étiquette communautaire révèle la quête d'une identité communautaire élargie ou le sens d'un combat identitaire. Aussi, l'étiquette communautaire élargie face à des identités sensibles. Rien que sur la question de l'Azawad, nous avons le Front Populaire de l'Azawad (FPA), le Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA), le Mouvement Populaire pour le Salut de l'Azawad (MPSA), le Congrès pour la Justice de l'Azawad (CJA), la Coalition du Peuple pour l'Azawad (CPA), etc. Ces fractions diversifiées montrent à quel point les identités peinent à s'inscrire dans une unité du fait des clans et de l'absence de l'identité d'un leader (voire l'absence de leadership ou d'inscription de l'administration) pouvant communier avec les autres. Tout cela repose sur la dynamique des complexes de supériorité désirés ou d'infériorité reconnus dans la relation à partir des considérations ancestrales. Au sein des groupes touaregs entre Ifoghas et Imghas, et avec d'autres communautés, c'est sur la base de la couleur de la peau que le complexe de supériorité ou le malaise d'infériorité s'affiche dans la relation. Nous supposons que la réactivation aussi des tensions violentes entre les communautés peules et dogons contre Bambara (médiatisé avec les conflits récents) d'une part et la violence sur la communauté peulhs d'autre part, souligne manifestement ces ancrages relationnels difficiles.

*Au Niger*, nous pouvons constater deux articulations des fragilités identitaires. L'enjeu de l'espace et des frustrations profondes pose ainsi les fondements des conflits de Boudouma contre Peuls et bien d'autres selon Christine et al, (2019, p.226), similaire au cas Mossis et Peulhs sur le territoire du Burkina. Aussi, les Touaregs sont parmi les neuf (9) groupes ethniques au Niger, un des groupes moyens occupant la troisième place après les Haoussa, les Djerma-Sonraï et les peulhs. La relation conflictuelle ici apparaît plus une quête d'espace revendiqué du fait de développement prépondérant de soi identitaire confondant au territoire.

*Au Burkina*, par exemple, le cas symbolique de conflit fait référence à un conflit identitaire à Yirgou autour des Peulhs et des Mossis après qu'un chef traditionnel mossi et son fils eurent été tués par des individus non identifiés. La mobilisation identitaire des Mossis exacerbe la violence avec des meurtres sur environ une cinquantaine de Peulhs. En remontant les phases des catégories forgées entre ces deux identités, les Mossis sont traditionnellement des agriculteurs et les Peulhs sont des éleveurs. Ce clivage aux origines connues à travers le traditionnel conflit entre agriculteur et éleveur, entre stéréotype de « travailleur » et de « malin » a entretenu des représentations mutuellement entretenues dans une relation de méfiance. Au-delà de ce conflit symbolique, au Burkina, le cas de Tin-Akoff apparaît intéressant à l'analyse afin de tirer les conséquences de la gouvernance.

*Le terrorisme* dans son contexte identitaire souligne une constitution et des considérations souvent régionalistes qu'un motif d'endoctrinement. Au Mali les groupes agissent sur divers fronts tels que Jama'at Nusrat al-Islam wal al-Muslimeen (JNIM), Ansaroul Islam,

Ansar al-Din (Partenaire local d'AQMI). Ce contexte d'activation des ressorts régionalistes est un constat avec l'exemple du Macinat Katibat et Bambara, Songray, Fulani. Ce qui affiche les marques d'identité comme une remise en cause à la fois de l'identité nationale assimilée à une forme d'« impérialisme ». Bien d'autres cas évoquent la question de l'identité : « *Tin-Akoff, est l'énigme d'une crise fonctionnelle de l'administration au Sahel* » articule symboliquement et fondamentalement cette rupture avec l'administration, une rupture de la construction d'une citoyenneté pour une possible résilience.

## **2. Tin-Akoff comme un modèle explicite de la crise de l'administration**

Situé au 14°54' Nord et 0°24'Ouest, *Tin Akoff* est un département dans la province de l'Oudalan, dans la région du Sahel au Burkina Faso. Il est situé au Burkina entre deux pays : le Mali et le Niger et partage une sensibilité historique et socio-culturelle. C'est une commune rurale de seize villages dont Bangao, Beldiabé, Fadar-Fadar Sud, Fadar-Fadar Nord, Inabao, Intangom, Intayalene, Kacham-Est, Kacham-Ouest, Massifigui, Menzourou, Rafnamane, Tin-Rhassane I, Tin-Rhassane II, Tin-Zalayanane, Wassakoré. Selon l'Office National du Tourisme du Burkina (Réf. Site officiel), « la population du Sahel, nomades en voie de sédentarisation » est composée de « Peuls et leurs anciens captifs sédentaires, les Rimaïbes » ; « les Touaregs et leurs anciens captifs, les Bellas ». A Tin Akoff, c'est particulièrement les Bella qui dominent en nombre, suivis des Touaregs, des Peuls et des Rimaïbes. Les rapports entre ces communautés portent toujours les traces des fantasmes et des stigmates du passé. En « raison de leur statut social méprisé chez les Touaregs, les Bellas (ou Iklan) sont la moins valorisée et la plus négligée des populations saharo-sahéliennes », c'est pourtant « un des groupes les plus dynamiques sur le plan démographique et économique » Froment (1999, p.173). Et à Tin Akoff, cette réalité s'affiche à travers un tour des huttes ou concessions constituées de regroupements ethniques ou de races. Parmi les Touaregs de l'Oudalan, nous avons à Tin Akoff les « imghads guerriers » qui ne « reconnaissent la suzeraineté d'aucune tribu » (Barral, 1977, p.33). Ce sont des « guerriers vassaux ou tributaires » Froment (1999, p.176). Les Touaregs Imrad Warag-Warag sont d'origine « de la région de Menaka au Mali » implantés dans « la vallée du Beli ; le plus souvent aux environs de Tin Akoff » Froment (1999, p.12). Dans l'organisation sociale des Touaregs de l'Oudalan, les Imrads sont « les hommes libres », « simples pasteurs, vassaux de leurs Imajaren à qui ils devaient verser des redevances en nature, il leur arrivait néanmoins de participer aux expéditions guerrières de ceux-ci » Froment (1999, p.10)

De façon générale, l'ensemble de ces populations ayant des origines de peuplement diverses demeurent dans la vulnérabilité. La déviance, l'absence de citoyenneté, la distance de l'administration ont créé certainement dans le temps une problématique de médiation dans la résilience : chacune des communautés des trois pays (Burkina, Mali, Niger) a une relative statique perception de soi dans un environnement vaguement défini, du fait des vertiges du passé conflictuel sans la présence d'autorité des trois Etats.

Pour l'Etat et l'identité, Schlesinger et al (1991, p.203) souligne qu'il « existe une culture commune ; la diversité n'est que superficielle ou épi-phénoménale ». Cette formulation de l'identité nationale suscite une réflexion sur la nécessité de la saillance de l'identité commune (de la citoyenneté) pour l'émergence d'un Etat-nation. Beyi (2020a, p.149) relève ainsi que « la raison est que l'identité est une construction historique vécue et un sentiment d'appartenance qu'une indexation d'appartenance » dans le contexte urbain, ce qui constitue une résilience identitaire viable. Peut-on dire la même chose dans le contexte de la ruralité ? L'absence des unités socio-économique « intégratrices » et « l'isolement » de la commune rurale de Tin-Akoff par exemple n'a pas facilité les mobilités des populations d'autres territoires culturels et donc le brassage des identités. La plupart des grandes villes qui connaissent le phénomène migratoire au Burkina connaissent un brassage et une intégration dans le registre d'identité complexe et nationale à tel point qu'on se demande si Tin Akoff n'entretient pas un repli identitaire en l'absence d'influence pertinente.

Yeo (2020, p.190) affirmait que si la « différence étant perçue, il se déclenche chez le sujet un double processus d'attraction et de rejet vis-à-vis de l'autre ». Mandon (1990, p 176) souligne que « l'identité se construit dans la confrontation de l'identique et de l'altérité, de la similitude et de la différence... ». C'est en réalité un processus paradoxalement complexe dans la zone des trois frontières parce que « l'identité s'inscrit dans un itinéraire, réel et imaginaire tout à la fois, mais qui jamais n'atteint un terme, car celui-ci se confond avec l'idéal du Moi, les aspirations du groupe, ou les utopies sociétales » (Mandon, 1990, 176).

### **3. Le malaise des Etats dans une crise fonctionnelle ou d'administration**

La crise identitaire de Tin-Akoff est une crise itinérante des crises identitaires de la zone des trois frontières. Son exclamation institutionnelle par l'invasion et les conflits de suite s'est finalement résolue au niveau administratif par des échanges de Mémoires en défense du Burkina Faso et du Mali en octobre 1985 à la Chambre de la Cour Internationale de Justice sur un différend frontalier entre les deux Etats.

Selon la Mémoire du Burkina (1985, p.23), la zone contestée est une bande de territoire qui s'étend du secteur koro (Mali), Djibo (Burkina) et la zone du Béli (traversant Tin-Akoff). Pour cette Mémoire (1985, p.24), la problématique de la différence est inhérente du fait que les frontières sont entièrement artificielles, tracées arbitrairement par le colonisateur « sans qu'il ne soit guère tenu compte de l'organisation politique et sociale préexistante ». Cette imprécision constitue le socle des mobilités transfrontalières et des doublons ou paradoxes identitaires constatés dans notre lecture des faits.

La valse des inscriptions communautaires apparaît s'afficher à la lecture de cette Mémoire (1985, p.31) notifiant le rattachement du cercle de Dori (ainsi que de Ouahigouya) au territoire militaire du Niger autour des dernières années du XIXe siècle et les premières années du XXe siècle. Nous considérons ces faits juridiques comme une valse des identités au regard des conséquences que nous évoquons par ce postulat : l'ambiguïté des frontières et des textes conduit les communautés à rechercher les espaces administratifs

favorables afin de valider leur appartenance et leur enracinement futur (à défaut de créer une administration qu'elles gouverneront : elles cherchent une raison identitaire).

Dans l'histoire des faits relatés par la Mémoire du Burkina (1985, p.32), « le chevauchement de race » (promiscuité ou migration des peuples sans brasage) avec la création de la Haute-Volta autour des années 1920 faisait l'objet de préoccupation du lieutenant-gouverneur sur d'éventuelles modifications aux limites fixées (selon une lettre adressée au gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française en date du 28 janvier 1921).

La Mémoire (1985, p.32) souligne que les Touaregs de l'Oudalan (Province d'appartenance de Tin-Akoff) sont plus proches de ceux du Sud (Mali) que du Nord (Burkina-Dori). Les Bellas et les Touaregs se retrouvent donc de part et d'autres dans les limites des frontières, à l'image de la commune de Tin-Akoff. Ce qui relate les traces d'une potentielle mobilité identitaire entre le Mali et le Burkina Faso (en témoin, dans la crise sécuritaire des dernières années, le village Fadar-Fadar Nord, un des seize villages de la commune de Tin-Akoff, a préféré s'installer plus au Mali qu'au Burkina). L'imposition des impôts et autres mesures coercitives sont perçues comme les seuls motifs de rapport avec l'administration et ont aussi contribué à accentuer les habitudes de se faire passer pour des habitants de territoires voisins selon la Mémoire du Burkina (1985, p.41). La sédentarité, si elle apparaît récente, a manifestement été l'exception du peuplement de la zone. La Mémoire du Mali (1985, p.20) rapportait que le Capitaine Girodon dans son rapport de la tournée de police dans l'Oudalan et le Béli en février 1900 notait : « Dans le Béli, il n'y a jamais eu de villages, mais les Bella-bés d'un certain nombre de tribus Touaregs, notamment des Ouara-Ouara, cultivaient le long des mares de Tin Akoff à Fadar-Fadar » de vastes champs qu'ils ont abandonnés ; « les groupements nomades, eux sont la règle : ils appartiennent d'une part aux Berbères et d'autre part aux Peuls ». Et de préciser, « les Berbères sont surtout des Touaregs » Mémoire du Mali (1985, p.20).

La marque territoriale est souvent revendiquée doublement, en témoigne la proposition en mai 1968 lors de la réunion de la commission technique mixte tenue à Tin Akoff avec la délégation malienne qui cite « la chaîne de mares du Béli, Fadar-Fadar, Soum » comme frontière réelle entre les deux pays alors que la délégation burkinabè campe sur « la nécessité de maintenir le tracé actuel des cartes » Mémoire du Mali (1985, p.9).

La complexité vient du fait que dans le passé aussi,

« les nouvelles circonscriptions administratives ne recouvrant pas les chefferies traditionnelles, les contraintes coloniales s'ajoutant, sans les remplacer, aux obligations coutumières, les populations concernées étaient soumises à des réglementations multipliées et pas toujours compatibles » Mémoire du Burkina, (1985, p.41).

La diversité communautaire avec les logiques divergentes, implicitement dépendantes et socialement entretenues dans la perspective d'un équilibre semble fonctionner dans une forme d'équilibrisme.

« Les bellahs étaient des Noirs originaires esclaves capturés par les Touaregs au cours des guerres intertribales ou achetés sur les marchés ultérieurement affranchis. Il y avait donc une hiérarchie très rigoureuse avant l'intervention française dans la région entre les Immagaren, la noblesse cléricale et guerrière portée à la conquête de nouvelles souverainetés, les Imrads, les sujets

vassalisés qui paient tribut, les Bellahs, captifs de tente ou d'épée, qui constituent la principale force de travail servile ou hommes de guerre et des hommes de caste, forgerons notamment ; qui jouissent de l'immunité sociale en offrant leurs services domestiques à leurs maîtres et à tout un chacun grâce à la maîtrise du verbe, du fer, du bois, de la peau, de la laine et de la paille» Mémoire du Mali, (1985, p.21).

Ainsi, cette inscription historique demeure transversalement active dans l'imaginaire des acteurs.

La longueur des frontières (à l'exemple avec le Mali qui se situe à 900 km) se constitue avec des « litiges relatifs au nomadisme et à la transhumance, à l'accès aux points d'eau ou au déplacement des champs et des hameaux de culture » Mémoire du Burkina (1985, p.42). La zone du Béli a « toujours été une zone de parcours des nomades, ici essentiellement Touaregs et Bellahs » Mémoire du Burkina (1985, p.45). Et la Mémoire du Mali (1985, p.22) d'ajouter que dans le secteur du Béli « les groupements nomades que l'on rencontre sont tous ou Touaregs ou Peuls gaobé ». « L'émigration des bellahs de l'Oudalan vers le cercle de Gao » Mémoire du Burkina (1985, p.47) posait des problèmes fiscaux avec une culture de « l'anonymat administratif ». Tout ceci évoque une culture de mobilité par nécessité qui va inscrire une culture de mobilité identitaire par occurrence. La responsabilité citoyenne apparaît donc une solution pertinente à l'ancrage identitaire et à la défense de la clarté des limites de l'Etat de part et d'autre des frontières.

La complexité identitaire se pose aussi dans cette forme fusionnelle des identités interdépendantes :

« Les Bellahs de l'Oudalan sont, à l'égard des Touaregs, des serfs de laglèbe. Chaque fois que l'administration locale a voulu rompre ce lien, elle s'est heurtée à une résistance opiniâtre de la part des 'Seigneurs' ». Mémoire du Burkina (1985, p.47).

La hiérarchie sociale constituée dans le passé et pour nous demeure les références des acteurs :

« La société touareg était fortement hiérarchisée, divisée en tribus nobles, tribus maraboutiques, vassaux et affranchis...il y a une tribu d'Ineslemen (maraboutique), celle des Kel-es-Souk d'Ansongo, dont l'influence se marque dans la région des mares d'In Tangoum et de Kabia. Enfin, les principales fractions Imghâd ou Daga (vassaux) sont les Kel-Gossidu Gourma dont l'influence s'étend au sud jusqu'à la mare de Tin Akoff » Mémoire du Mali (1985, p.20).

Les « Bellahs préposés à l'entretien et à la garde des troupeaux ont amorcé un mouvement de migration...pour s'installer et cultiver le sol. Seuls sont restés dans la zone de nomadisme, les anciens serviteurs qui ont pu être retenus dans la dépendance des riches Touaregs propriétaires de cheptels » Mémoire du Mali (1985, p.23).

Cette complexité identitaire s'était aussi entretenue de façon maladroite par l'administration dans le passé, des « Bellahs des fractions Ikavelen, Guéré-Guéré et Ichagavnine descendus de la subdivision d'Ansongo s'étaient établis sur les rives du Béli et demandaient à être recensés dans l'Oudalan » ; « les Ickaveline et les Guéré-Guéré qui avaient fui l'autorité de leurs chefs légitimes ont été invités à quitter les lieux » Mémoire du Burkina (1985, p.48). Les actes d'insoumission à l'autorité administrative succédaient à des actes de maladresse administrative. Inscrivant ainsi une logique de distanciation avec l'identité administrative ou la référence territoriale comme identité gratifiante.

L'autorité administrative n'arrive pas à consolider ses rapports au territoire avec certaines incidences illustratives comme dans la région du Béli : « en mai 1961, un groupe de vingt gendarmes maliens occupèrent la rive nord du Béli depuis In Tougoum jusqu'à Fadar-

Fadar ». Ces comportements se sont constitués avec d'autres expériences malheureuses au niveau institutionnel et au niveau communautaire jusqu'aux années de la guerre de décembre 1985 (de Noël entre Burkina Mali). Cette ambiguïté entretenue constitue aussi la source de complexité identitaire inscrite dans le double discours. Le discours administratif n'étant pas aussi tranché que ça : dans le souci de préserver et de renforcer les sentiments fraternels, les deux délégations dans la résolution d'un conflit, suite à un recensement, arrêtaient que « les nationaux des Etats installés sur le territoire de l'Etat voisin seront recensés dans cet Etat, après un an de séjour » même si cela mentionne que « toutefois, ce recensement n'aura qu'un caractère fiscal » Mémoire du Burkina (1985, p.50). Les permis de transhumance accordés n'ont pas maintenu les usagers dans leurs inscriptions territoriales respectives mais dans leurs identités mobiles inhérentes même à cette autorisation évoquant explicitement les libertés de traverser les frontières de part et d'autres sans limites, ni contrôle posté en dehors des circonstances sporadiques de nécessité.

Ainsi, la Mémoire du Burkina comme celle du Mali ne se contredisent pas foncièrement dans la configuration de la logique identitaire et de la mobilité avec la lecture des informations disséminées dans les documents des parties, elles confortent même notre postulat sur le paradoxe frontalier même si chacune des défenses s'oriente vers la défense de territoire réel, physique et sans s'engager sur l'appropriation identitaire des composants humains et ses complexités culturelles.

La raison économique soutient aussi cette exception du nomadisme : avec la pluviométrie et le couvert herbacé « imprime dès lors sa marque dans la maîtrise par l'homme du Gourma en général et la vallée de l'Agachar ou le Béli en particulier » Mémoire du Mali (1985, p.22).

Tin-Akoff déconstruit donc l'énigme de la crise au Sahel, apparemment fonctionnelle en l'absence d'une identité publique « de citoyen », cela, du fait des mobilités des acteurs (identité et identification entre les frontières) et une absence ou distance de l'administration au Sahel

#### **4. De la résilience dans les communes rurales**

Dans une vision globale de ce qui se déroule dans la zone de l'Afrique de l'Ouest, il apparaît d'une évidence certaine que les crises et les conflits sont fonctionnels. L'analyse de cette situation dans la zone des trois frontières affiche une construction identitaire loin de la citoyenneté du fait de l'absence de l'administration et de ses ressorts de résilience. Les nationalités aussi peu définies que les frontières floues animent cette tendance de flottement des acteurs entre nécessité (sur la base des besoins primaires) et retour sur des identités primaires pour la valorisation de « soi publique » : ainsi, tous les motifs de failles ou de fractures réunis.

A la lecture de ces interprétations et analyses, la médiation apparaît très centralisée, publique et politique sans un rapport direct au citoyen et à sa culture de changement et de performance en tant qu'acteur économique. En cela, nous pensons qu'il y a lieu de

penser le management administratif avec des concepts pertinents, performant et scientifiques.

Plusieurs concepts apparaissent comme des moteurs de médiations administratives constitutives de résilience certaine. L'Agence dans le concept du « News Public Management » se positionne comme instrument de rapprochement et d'effectivité de conduite des populations vers l'appropriation de leur responsabilité citoyenne.

L'absence de partage de connaissances sociales constitue des motifs significatifs de cloisonnement des communautés. La déviance constructive permet à chacun des membres des communautés de quitter leur « moule » pour accéder à la pleine construction de la résilience au-delà des cloisons identitaires. La performance adaptative devient une contribution à l'émergence des unités économique et d'espace de développement durable. La citoyenneté organisationnelle demeure un concept appliqué à la performance des organisations et offre les normes de performance de l'acteur dans les territoires publics et politiques. En véhiculant ces concepts, nous faisons émerger les perspectives du développement durable avec une agence comme unité publique d'aide à la construction de la résilience dans les communes rurales.

La résilience dans cette perspective prend en compte les activités économiques centrées sur les savoirs antérieurs, repartis sur des socles économiques des agences ; l'appropriation des espaces pour en faire une raison d'investir du temps et d'énergie des acteurs afin de créer encore des potentialités exploitables des territoires ; à repenser la communication dans la commune pour réduire la distance avec l'administration et la culture nationale (comportements, code de civilités, etc.) ; à l'inscription d'un espace d'échanges intercommunautaires avec le français à travers des dynamiques économiques animées par les agences ; la conceptualisation des arts et spectacles pour déconstruire les imaginaires communautaires profondément ancrés afin de construire des transitions vers des cultures civiques par les satires et l'ironie ; à l'enrichissement des projets de lotissement pour reconstruire des perspectives de voisinage intercommunautaire, une inscription de l'espace civique en lieu et place de l'espace purement communautaire construit.

La particularité des communes rurales avec des acteurs dépourvus de sources pertinentes « empowerment » impose une particularité de management des acteurs dans la conduite vers une résilience. Ainsi, notre proposition de modèle d'agence enrôle des concepts pluriels et constitutif dans une systémique performante.

C'est fondamentalement de l'incompétence face à ce qui arrive que la plupart des acteurs vivent leurs situations dans les villages et les communes. Les ressources publiques certes, ne sont pas souvent bien gérées, mais la réserve des ressources des acteurs, du gaspillage de leur environnement social, symbolique et physique demeure une partie des arguments de défaillance des processus de développement. Cela, parce que les acteurs perçoivent un environnement illimité, austère sans ressources ou sans instruments pour exploiter des ressources perceptibles.

L'expérience de Tin-Akoff fait apparaître une dynamique paradoxale à l'inscription des acteurs dans des frontières spécifiques (les trois frontières par exemple), cela, avec des activités économiques diffuses traversant ces frontières (espaces physiques et

psychologiques transfrontaliers à l'image de la transhumance), et surtout une relative homogénéité des besoins (cycle de besoins primaires). La démarche des agences par exemple inscrit une diversité d'unités économiques, des logiques orientées vers ces unités (sans exclusivité) et la conscience de l'existence d'autres besoins capables de susciter l'action de l'acteur.

Le concept de New Public Management performant que nous proposons en réponse à cette situation se constitue autour d'un concept d'agence publique avec des instruments de monitoring et de mobilisation sociale pour une résilience certaine. De l'acteur à l'appropriation du système et du changement du système par l'acteur lui-même, nous y mettons la simple volonté d'agir pour un développement durable des communes rurales. L'agence<sup>56</sup> serait un concept fort dans l'implémentation des instruments de résilience mais s'épuise et en principe devrait disparaître avec l'urbanité et le développement durable approprié par les acteurs de la commune.

## Conclusion

Les crises ou les conflits s'élaborent ou se consolident dans un modèle spécifique de construction identitaire en Afrique francophone : le cloisonnement territorial contribue à une stigmatisation identitaire par soi-même à tel point que l'acteur recherche une autre identité à travers la définition ou la délimitation d'autres territoires. Les processus de structuration de la « relation » sont liés à un sens ou contresens de ces constructions identitaires publiques : la rupture avec l'administration apparaît avec une absence de médiation pour consolider la résilience, c'est-à-dire, agir pour changer son environnement ou vivre en synergie avec les identités plurielles à travers une identité citoyenne.

Il existe des schémas de structuration ou restructuration des identités commodes à la structure de la « résilience » : c'est l'implémentation des traits d'identité publique (le citoyen) à travers la participation à travers des agences publiques capable de monitoring certain. C'est en cela que l'action des sciences dites « moles » telles que la psychosociologie des organisations, la sociologie des organisations, la communication, etc., trouve son sens dans la dynamique économique en traduisant l'acteur économique inerte ou effacé en acteur économique attendu par la théorie de la « main invisible » d'Adams Smith. Notre modèle d'agence ici, se substitue momentanément à la main invisible pour donner du tonus (conscience de soi, visibilité de l'action possible etc.) à cette « main effacée » dans l'environnement de nos communes rurales.

C'est donc affirmatif, la crise en Afrique de l'Ouest à l'image de la crise « des trois frontières » est une crise d'administration de zone et une crise fonctionnelle qui répond à une quête d'identité nationale (non perçue au quotidien). Les nécessités de la vie ont fini par enrichir la mobilité identitaire avec la mobilité physique (transhumance). L'agence

---

<sup>56</sup> Nous proposons un modèle d'Agence avec les instruments de coaching dans un ouvrage plus élaboré en cours

comme outil de monitoring pour la résilience apparaît une solution à l'implantation aux territoires et à la construction d'une identité citoyenne.

### Référence bibliographique

- Barral, H.,(1967) *Les populations d'éleveurs et les problèmes pastoraux dans le nord-est de la Haute Volta*, In : Cab. ORSTOM, Sér. Sci. Hum., IV.1
- Barral, H.,(1977), *Les populations nomades de l'Oudalan et leur espace pastoral*, Travaux et documents de l'ORSTOM, n°77
- Beyi, W., A.(2020a), « Le sens d'une identité spirale débordante en Afrique de l'ouest : le cas ivoirien ». Actes de colloque « du sens à l'identité », Inter-textuel, Bouaké
- Claudot-Hawad, H.,(2014), « Libérer l'Azawad », *La reformulation des luttes politiques touarègues*, L'Orientale/Université de Naples
- Croix Rouge Burkinabé, *Rapport de l'évaluation de vulnérabilités et des capacités : Village de Tin Akoff dans la commune de Tin Akoff, province de l'Oudalan (rapport provisoire)*
- Froment, A.,(1999), *Les Bella d'Oursi : une anthropobiologie de populations dites captives*, les temps du sahel, p.173
- Mandon, D. (1990), *Culture et changement social-approche anthropologique*, Chronique sociale
- Mémoire Burkina Faso*, (1985), Chambre de la Cour Internationale de la Justice
- Mémoire Mali*, 1985, Chambre de la Cour Internationale de la Justice
- Paillé, P., et Mucchielli, A. (2012). *L'analyse qualitative en sciences humaines sociales* (3<sup>e</sup> éd.). Paris, Armand Colin
- Raimond, C. (dir), et al (2019). *Le Tchad des lacs : Les zones humides sahéliennes au défi du changement global*. Nouvelle édition en ligne. Marseille : IRD Éditions (22octobre 2019). <http://books.openedition.org/irdeditions/30450>.ISBN: 9782709927161. DOI : 10.4000/books.irdeditions.30450.
- Ryckel, C. et Delvigne, F., (2010), « La construction de l'identité par le récit, Médecine et Hygiène, " Psychothérapies " », 30 (4), p.229-240
- Schlesinger, P., et al (1991), « Identité nationale : de l'incantation à l'analyse », Hermès, La Revue, n°8-9, p.199-239
- Site de ONTB : <https://www.ontb.bf/burkina-faso/ethnie> (ONTB= Office National du Tourisme Burkinabè)
- Yeo Zié, S., (2020), « Langage et identités : expériences et représentations individuelles et communautaires », Actes de colloque « du sens à l'identité », Inter-textuel, Bouaké